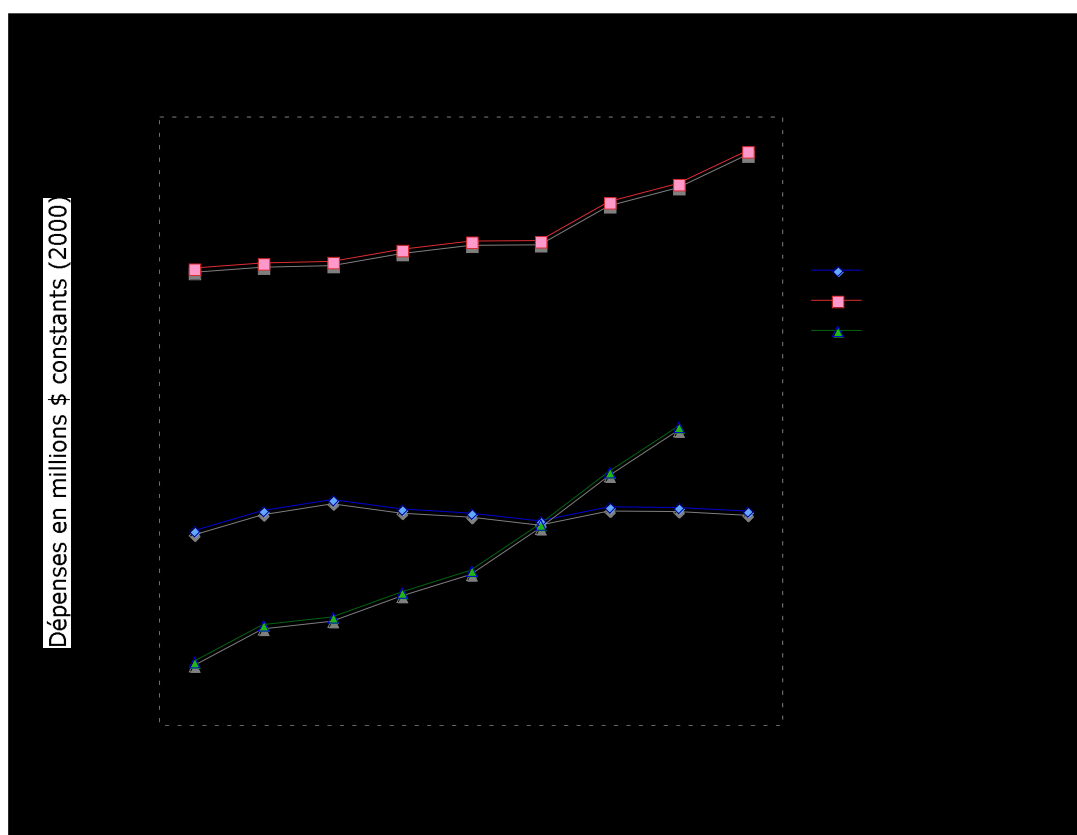


## Malgré des aides de l'Etat les plus fortes au monde, le volume de recherche des entreprises stagne depuis dix ans (en un graphique)

Par Henri Audier

Les données des « Principaux indicateurs de la science et de la technologie » de l'OCDE, le dernier fascicule notamment (2009/2), montrent (i) que le volume de la recherche des entreprises stagne en France depuis une décennie, (ii) que la France EST LE SEUL PAYS dans ce cas, (iii) qu'en conséquence, le Crédit d'impôt n'a aucun effet d'entraînement sur le volume de recherche des entreprises. C'est la faillite d'un système, le plus onéreux du monde pour l'Etat, mais qui s'avère minablement inefficace. Les milliards dépensés en pure perte ont été soustraits à la recherche publique qui, de ce fait, a stagné en volume depuis 2002.



Graphique 1

Le Graphique 1 ci-dessus résume la situation : les dépenses de R&D des entreprises françaises (investissements propres plus aides de l'Etat, directes ou fiscales) correspondent à un encéphalogramme plat depuis 8 ans. Donc une forte baisse par rapport au PIB. Par contre celles de l'Allemagne et de la Corée, déjà élevées, progressent fortement. Or, dans ces pays, les aides de l'Etat sont beaucoup plus faibles qu'en France : l'Allemagne n'a même pas de crédit d'impôt.

Madame Valérie Pécresse, au lieu de faire une tournée en Allemagne pour avoir des idées pour le grand emprunt, ferait mieux de se demander pourquoi les entreprises allemandes investissent dans la recherche deux fois plus que les entreprises en France. Et l'Allemagne est restée, de ce fait, un pays industriel, au commerce extérieur excédentaire. Mais cela n'est pas la mission de la ministre, mission qui est de démolir la recherche publique. Avec beaucoup d'agitation médiatique

mensongère.

## La France à la 16ème place pour la recherche des entreprises

Il ressort du Tableau 1, directement tiré des statistiques de l'OCDE, que la France est dans les profondeurs des classements mondiaux pour les dépenses des entreprises/PIB. En prenant en compte la Suisse, dont le ratio est très supérieur à deux mais qui considère que le détail est un secret industriel, la France est en seizième position mondiale. Et ce n'est pas fini, à ce rythme, nous serons aussi rapidement dépassés par le Royaume-Uni, l'Australie et ... la Chine.

Plus que le classement, ce sont les écarts qui frappent. Il faudrait augmenter de 50 % le volume de recherche pour nous situer honorablement, tout en restant loin derrière des pays de tête, scandinaves ou asiatiques.

Tableau 2 : Dépenses intramuros de R&D des entreprises (DIRDE/PIB) en 2008

	DIRDE (% PIB)	Fin. Direct de l'Etat (%) <sup>b</sup>
Allemagne	1,83	4,5 <sup>a</sup>
Autriche	1,79 <sup>a</sup>	10,3 <sup>a</sup>
Belgique	1,32	5,7 <sup>a</sup>
Danemark	1,91	2,3
Espagne	0,74	16,3 <sup>a</sup>
Finlande	2,52	3,5 <sup>a</sup>
<b>France</b>	<b>1,27</b>	<b>12 %</b>
Grèce	0,16 <sup>a</sup>	-
Hongrie	0,49 <sup>a</sup>	9,6 <sup>a</sup>
Irlande	0,93	-
Italie	0,60	7,5
Luxembourg	1,32	4,0 <sup>a</sup>
Pologne	0,19	11,7
Royaume-Uni	1,21	6,6
Pays-Bas	0,97 <sup>a</sup>	2,3
Slovénie	1,07	5,7
Suède	2,78	4,3 <sup>a</sup>
Tchéquie	0,91	13,3
Islande	1,45	5,4
Norvège	0,87 <sup>a</sup>	8,7 <sup>a</sup>
Russie	0,65	56
Turquie	0,30 <sup>a</sup>	9,7 <sup>a</sup>
Australie	1,20	3,9 <sup>a</sup>
Canada	1,08	2,2
Etats-Unis	2,01	8,9
Israël	3,93	4,4
Chine	1,04 <sup>a</sup>	4,8 <sup>a</sup>
Corée	2,45 <sup>a</sup>	6,2 <sup>a</sup>
Japon	2,68 <sup>a</sup>	1,1 <sup>a</sup>

Singapour	1,68 <sup>a</sup>	5,4 <sup>a</sup>
Taiwan	1,81 <sup>a</sup>	1,9 <sup>a</sup>

(a) Chiffres 2007, (b) donc hors CIR et autres aides fiscales

### Evolution de la DIRDE : seule la France a régressé depuis 2002

En cette période de révolution scientifique et technologique, de mondialisation de la concurrence, de percée des pays émergents, de défis environnementaux, sociaux et culturels, la France de Chirac et de Sarkozy a été le repère du néo-libéralisme le plus crétin, le plus avide et le plus inefficace.

Le Tableau 1 montre que les dépenses de R&D des entreprises se sont accrues en six ans de l'ordre de 15 % dans beaucoup de pays, parfois de 50 ou 60 %. Seule la France a régressé. La situation pour la recherche publique est strictement identique.

Tableau 2 : Evolution de la DIRDE par pays d'après l'OCDE (2002-2008)

	DIRDE 2002 (M\$ constants)	DIRDE 2008 (M\$ constants)	Evolution 2008/2000
Allemagne	36647	43009 <sup>a</sup>	17,4 %
Autriche	3321	4776 <sup>a</sup>	43,8 %
Belgique	3832	4325	12,9 %
Danemark	2693	2801	4,0 %
Espagne	4859	8114	67,0 %
Finlande	3305	4187	26,7 %
<b>France</b>	<b>22928</b>	<b>22273</b>	<b>- 2,8 %</b>
Hongrie	481	776 <sup>a</sup>	61,3 %
Islande	144	161	11,8 %
Irlande	932	1475	58,3 %
Italie	8198	9381	14,4 %
Luxembourg	350	414	18,3 %
Royaume-Uni	19641	22335	13,7%
Pays-Bas	4494	5169 <sup>a</sup>	15,0 %
Pologne	700	1048	49,7 %
Suède	7600	8274	8,9 %
Tchéquie	1165	1949	67,3 %
Australie	4720	7217 <sup>a</sup>	52,9 %
Corée	16182	27151 <sup>a</sup>	67,8 %
Etats-Unis	186052	236249	27 %
Japon	76698	97025 <sup>a</sup>	26,5 %
Turquie	1000	2453 <sup>a</sup>	140 %

(a) Chiffres 2007

### La France, première pour les aides de l'Etat

Si la France est dernière pour la croissance de la recherche des entreprises, elle est par contre

première pour les aides de l'Etat à celles-ci au nom de la R&D . Le Tableau 1 montre que pour les aides directes, nous sommes au double voire au décuple de ce que font les autres pays : 12 % du coût de la recherche. Mais le scandale est le crédit d'impôt, 4,2 milliard en 2009 et 10 en 2010 qui bénéficie d'abord aux profits des grands groupes, mais a un effet d'entraînement nul sur la recherche des entreprises (même s'il doit être préservé pour les PME). En deux graphiques, cela sera montré dans le prochain article.